

DÉVELOPPEMENT ET DÉPENDANCE:

quelques remarques dérivées du cas saoudien

Les deux termes mis en rapport dans l'intitulé de ce travail sont apparemment antinomiques: le développement multiforme d'un pays devrait conduire à son indépendance véritable et non plus simplement juridique. L'industrialisation, la croissance de la production agricole, la formation d'une main d'oeuvre nationale qualifiée, la possession d'armes modernes sont des corollaires indiscutés d'une telle tendance. Ainsi écrit-on souvent que le développement est la voie royale de l'indépendance nationale pour les Etats de la périphérie, handicapés par le système économique international contemporain fondé sur l'échange inégal, et comme l'écrit Gunder-Franck, le développement du sous-développement. Les remarques qui suivent sont loin de remettre en cause de telles idées. Elles cherchent simplement à montrer la complexité de leurs rapports avec la réalité, à partir de quelques aspects de l'expérience saoudienne.

L'Arabie Saoudite est aujourd'hui accréditée de plusieurs titres prestigieux. Premier producteur de l'OPEP, le royaume n'est pas loin des dix millions de barils par jour, (près de 30% de la production de l'OPEP en 1977). Le royaume est également devenu le premier pays exportateur de pétrole au monde assurant près de 30% des exportations de l'OPEP et 26% des échanges pétroliers internationaux. Les sables chauds des déserts arabiques semblent enfin cacher le quart des réserves mondiales de pétrole, près de 180 milliards de barils.

Ceci fait du royaume saoudite une super-puissance financière redoutable: les revenus gouvernementaux équivalent à quelques 40 milliards de dollars, près de 46% des revenus pétroliers du monde arabe. Les actifs cumulés externes ont certainement dépassé 50 milliards de dollars et certains les estiment au double de ce chiffre. Le royaume n'en est pas moins généreux puisqu'il est, depuis 1975 le premier pays, après les Etats-Unis, dans le volume de l'aide accordée à l'étranger et a dépassé les 5 milliards de dollars en engagements au cours de l'année dernière.

Mais le royaume paraît souvent comme un géant aux pieds d'argile, aussi puissant que vulnérable.

Le flux monétaire dont il est le bénéficiaire principal, notamment depuis 1973, contraste avec des réalités nationales très défavorables. Les obstacles au développement ne sont pas qu'internes et le royaume saoudite, autant sinon plus que de nombreux pays de la périphérie, paraît souvent incapable d'envisager et, surtout, de réaliser un développement autre que celui que lui propose, que lui impose, le centre.

Tel n'est toutefois pas notre objet ici. Nous partons d'une donnée en réalité très locale: la géographie elle-même qui pose des problèmes rencontrés par le plupart des autres pays arabes. Pour l'Arabie Saoudite mais, aussi, pour de nombreux autres

producteurs de pétrole, la nature désertique du sol semble être le corollaire douloureux de la richesse du sous-sol. Le problème est ici amplifié par l'immensité d'un territoire grand comme trois fois la France et où la moyenne annuelle des pluies atteint à peine 100 mm.

La conséquence essentielle de cette donnée est le chiffre très bas de la population. Le royaume fait des efforts gigantesques pour développer le capital humain mais ses objectifs se heurtent systématiquement à la nécessité d'importer une main d'oeuvre étrangère. Ainsi un effort fait en vue de raffermir l'indépendance nationale peut-il conduire à la dépendance. Nous allons essayer de l'illustrer pour l'ensemble de l'activité nationale avant d'en donner quelques illustrations.

A - POPULATION ET DÉVELOPPEMENT

Le pouvoir saoudite est aussi handicapé par le chiffre très bas de la population, que d'autres pays de la région (Égypte ou Pakistan) le sont par la sur-densité de la leur. Si la superficie du pays est imprécise et variable selon les estimations que dire de la population? La Banque Mondiale trouve qu'une estimation allant de 5 à 5,5 millions serait raisonnable; une brochure de la *Documentation Française* propose « 7 à 8 millions »; D. Wells propose de retenir une estimation plus réduite (5 millions), mais supérieure à celle de G. Lenczowski (4,5 millions). Les estimations les plus récentes ont tendance à être inférieures à ces chiffres. Elles indiquent une population de 4 à 4,5 millions dont 3,5 millions de saoudiens. Pour notre part, en nous fondant sur le recoupement des estimations les plus récentes et sur quelques autres témoignages, nous retiendrons ces derniers chiffres.

Le vague des estimations n'est pas dû qu'aux déficiences techniques; il y eut, dans le royaume, au moins deux recensements (1963 et 1975) mais leurs résultats n'ont pas été publiés et ne le seront probablement jamais. En 1975, un journaliste présent dans le royaume présentait la question comme « un sujet tabou dont l'évocation suscite dans les cercles officiels des grimaces tristes ». Les résultats du recensement « resteront toujours sous le coude du roi ou ne seront pas publiés tels quels ». Selon ce témoignage, les saoudiens compteraient près de la moitié du chiffre qu'ils évoquent publiquement (3,8 millions au lieu de 7). S'ils gardent le secret c'est par crainte de l'humiliation nationale: « Les saoudiens découvrirait que le petit Yémen du Nord est plus peuplé que leur propre pays »¹. Une telle situation ne peut, bien entendu, être compensée par un taux élevé de natalité (3,5%) ou un développement de l'hygiène publique, que sur une longue période de temps.

La population saoudienne ne semble pas pour autant à même de résoudre le problème tant que les césures profondes qui la divisent aujourd'hui ne sont pas effacées et avant que l'effort actuel en matière de formation n'ait donné ses fruits.

¹ J. P. Péroncel-Hugoz, *Le Monde* du 21 juin 1975.

1 - Césures dans la population

a) Les bédouins et les sédentaires

La division du pays en deux modes de vie, deux économies, voire deux idéologies, l'une urbaine et l'autre bédouine, ne fait pas de doute. Mais on rentre dans le domaine des supputations hasardeuses dès qu'il s'agit de déterminer avec exactitude la portion de la population non-sédentaire ou non encore urbanisée. On n'hésitait pas, il y a peu, à dire que nomades et sédentaires étaient à égalité. Une telle estimation semble toutefois tenir compte plus de l'origine des saoudiens que de leur état actuel. Dans cette optique, il n'est pas exagéré de dire que plus de la moitié de la population reste peu ou prou attachée au système de valeurs nomade et tribal que le pouvoir lui-même revendique et tente de maintenir. Cette division recoupe schématiquement celle qui oppose les najdites et les tribus du Nord aux habitants des grandes villes du Hîgāz ou des villages à terrasses du 'Asir.

Cette césure historique ne tent-elle pas à se résorber depuis que le royaume a été réuni? Le pouvoir essaie d'imprimer au pays une orientation dans ce sens. Il n'en demeure pas moins que l'on peut se demander avec J. Malone s'il existe vraiment une « société saoudienne » tant l'hétérogénéité historique demeure réelle².

Mais la vie tribale-nomade d'antan est-elle devenue une simple séquelle dans l'esprit des personnes qui en sont issues? Précisément non. Car les nomades continuent de compter pour près de 20% de la population. Leur mode de subsistance paraît irréal dans l'environnement créé par le pétrole: « une économie de subsistance, essentiellement non-monnaire, assurant une vie matérielle précaire à l'intérieur de rapports sociaux particuliers [face à] une économie hypermonétaire basée sur le pétrole et ne concernant qu'une faible partie de la population »³.

Les bédouins sont dans « un état de transition cataclysmique ». Le gouvernement cherche à sédentariser tous les nomades, eux-mêmes attirés par les bienfaits du nouveau bien-être. Son intervention semble avoir un objet double: ne pas permettre une sous-prolétarianisation de ces personnes peu préparées professionnellement et qui lui serait, un jour ou l'autre, néfaste; mais, tirer profit de cette force de travail non-employée pour endiguer le flot des travailleurs étrangers, un autre souci. De plus, le contrôle politique est exercé plus facilement sur une population sédentaire que sur des groupes en éternel mouvement.

Mais le pouvoir semble peu à même d'attirer les jeunes nomades vers l'industrie ou l'agriculture. Sa politique est elle-même hésitante car, s'il veut achever une sédentarisation complète d'ici dix ou quinze ans, le pouvoir est obligé, en attendant, de payer aux bédouins diverses allocations de subsistance qui les encouragent à s'attacher partiellement (durant quelques mois de l'année par exemple) à leur vie antérieure. Les dédommagements payés aux familles des enfants qui vont à l'école trahissent la résistance bédouine à la vie urbaine et la crainte de perdre ses enfants en les instruisant loin de leur tribu et de ses valeurs.

² J. Malone, « Saudi Arabia » *International Herald Tribune special report*, february 1978.

³ F. Langer, « L'intégration des bédouins à l'économie moderne » in *Le Monde Diplomatique*, mai 1975, p. 6.

Le passage à la vie sédentaire se fait toutefois très vite et le gouvernement semble avoir de la peine à maîtriser un processus largement indépendant de sa volonté. Les moyens de communication y sont pour beaucoup; autant, peut-être, que les appâts du nouveau bien-être. En dépit d'une nostalgie générale, les groupes urbanisés semblent regretter assez peu leur dure vie antérieure. Le système capitaliste et monétaire attire ainsi à lui une force de travail peu préparée à s'y intégrer. Si l'économie nomadique disparaît, les tribus, elles, restent. Mais le pouvoir les craint moins que la déception engendrée par une urbanisation rapide et mal réussie. Le problème des nomades ne disparaît pas avec leur sédentarisation, il change simplement de forme.

b) *Les hommes et les femmes*

La société saoudienne qui affronte la gigantesque transformation du pays est exclusivement composée d'hommes. Les femmes, bien entendu, profitent largement de cette richesse qui met à leur disposition les appareils ménagers et autres objets du bien-être, mais leur voix, dans la direction du pays ou des affaires, n'est guère entendue. Les femmes admises à l'université de Riyāḍ depuis 1962, suivent séparément les cours à travers des circuits internes de télévision et peuvent très difficilement exercer un métier à leur sortie (institutrices, infirmières dans des hôpitaux pour femmes).

La césure est profonde: à la maison, à l'école, dans la rue, rien n'est mixte. Le pouvoir a, par ailleurs, rencontré des obstacles importants avant de pouvoir imposer des écoles pour filles: la première date de 1960, la première école secondaire de 1969. Les milieux traditionalistes se sont fermement opposés à l'instruction des filles. A présent ils arrêtent net les tentatives de les introduire dans la vie active: en 1975 les rares métiers réservés aux femmes occupaient 27000 d'entre elles contre 1,2 million de l'autre sexe. Pour 1980, on prévoit de porter le chiffre à 48000 uniquement, ce qui signifie non une ouverture vers d'autres secteurs (fonction publique, emplois dans les bureaux) mais une augmentation des postes qui leur sont déjà réservés. Le ministre de l'Information semble convaincu de la nécessité « d'utiliser cet énorme potentiel qui s'offre à nous sinon ce sera un gros gaspillage de main d'oeuvre », mais des responsables comme lui se heurtent de face aux exigences du courant traditionaliste qui fait de l'Institut d'administration publique un endroit réservé aux hommes et qui permet aux ambassades saoudiennes d'interdire aux étudiantes inscrites dans les universités étrangères de fréquenter les facultés de génie, d'information, de commerce, d'économie et de sciences politiques par « souci de préserver la dignité de la femme ». Aussi absurde que cela puisse paraître, le royaume qui a tant besoin de main d'oeuvre, exclut la moitié de sa population de toute activité publique⁴.

c) *Les technocrates et les analphabètes*

2500 à 3000 saoudiens reviennent chaque année des Etats-Unis portant un diplôme universitaire accordé par telle ou telle prestigieuse université d'outre-Atlantique. Ils reviennent pour affronter de face 80% de leurs concitoyens, incapables de lire ou

⁴ Ces chiffres ainsi que ceux qui suivent sont, sauf contreindication, empruntés au document central qu'est le plan quinquennal 1975-80. Central Planning Organization, *Development Plan 1974-1980*, pp. 242-416.

d'écrire. Le gouvernement pense pouvoir enrayer l'analphabétisme autour de 1990 et, en effet, un millier de centres d'alphabétisation fonctionnent dans le pays. Plusieurs d'entre eux, créées récemment, s'adressent aux femmes. Le retard demeure immense et, en dépit des efforts, on pense que l'objectif précité sera difficilement atteint, du fait de la résistance des milieux nomades et de ce que 60% de la population urbaine est à alphabétiser.

La scolarisation progresse, elle, à un rythme très rapide mais pas toujours dans le bon sens. Une grande partie des étudiants préfère quitter rapidement l'école pour s'engager dans quelque affaire privée, et alors que le pays lance d'ambitieux projets industriels, le nombre des étudiants fréquentant les écoles techniques a tendance à baisser. Par contre, l'enseignement de l'Islam, de ses lois et de son histoire est prédominant dans l'enseignement général autant que dans les spécialisations. Quant aux filles, leur scolarisation n'équivaut nullement à un passage à la vie active.

Ces obstacles ne mettent pas en cause le caractère gigantesque de l'effort consenti par le gouvernement. 16% des 142 milliards de dollars prévus pour le second plan quinquennal (1975-1980) vont à l'éducation (22,7 milliards). Les budgets portent la trace de cette ambition: celui de l'éducation a plus que quintuplé en une année (597 millions en 1975, 3,3 milliards en 1976). L'objectif annoncé est de doubler le nombre des écoliers au cours des cinq ans du plan (760000 en 1975; 1,3 million en 1980), ce qui permettra à tout garçon saoudien et à une fille sur deux d'accéder à l'école à six ans. Ceux qui entreront à l'école secondaire devront être 40000 par an (20000 en 1976). Le gouvernement pense plus que doubler le nombre des saoudiens diplômés des écoles normales (9000 en 1975, 21000 prévus pour 1980) en vue d'enrayer la présence des étrangers (63% des professeurs au cours moyen, 82% des professeurs du secondaire, dans leur grande majorité des égyptiens et des palestiniens). Parmi les instituts techniques, seules les écoles de commerce attirent les jeunes saoudiens (un millier d'étudiants en 1976) aux dépens des instituts agricoles et industriels.

L'enseignement supérieur est loin d'être défavorisé, mais il paraît difficile pour le pays d'atteindre les objectifs annoncés pour 1980: 53300 étudiants au lieu des 15600 inscrits en 1976 (3,5 fois plus en cinq ans). Le pays dispose à présent de deux universités modernes à Riyāḍ et à Giddah, de deux universités islamiques, et d'un nombre de « Colleges » d'enseignement supérieur (dont deux pour filles à Riyāḍ et à Giddah). *Le College of Petroleum and Minerals of Dhahran* bénéficie, bien entendu, d'un soin spécial. L'élite qui y accède est entièrement prise en charge par l'Etat qui paie cher les grands noms de l'enseignement technique américain qui y sont affectés. Ainsi s'est créé comme un institut pilote, en dehors des voies encombrées de théologie, de l'université classique et qui se trouve aux antipodes des collèges de la loi de Médine et de La Mecque. Une autre forme de la césure mais, cette fois, au sein même de la nouvelle classe émergente des hauts fonctionnaires.

Cette césure, comme le peu d'intérêt des jeunes saoudiens pour la formation professionnelle, le poids de l'enseignement traditionnel, le grand nombre d'analphabètes ou le gaspillage absurde d'un potentiel féminin de mieux en mieux instruit, pèsent lourd sur les projets pédagogiques du royaume et contrastent avec les milliards qui sont généralement alloués à ce secteur. Comme Janus le système mis en place a deux faces: l'une hautement technologique, l'autre extrêmement traditionnelle. Cette dualité semble procéder de la volonté du pouvoir de propager l'instruction sans voir ceux qui en bénéficient se retourner contre lui. En attendant de sortir de cette contradiction,

le pays retire du système pédagogique qu'il met en place bien moins d'effets qu'il n'est, ses milliards à l'appui, en droit d'attendre.

2. Développement du capital humain

Tous les bédouins si possible, un plus grand nombre de femmes, et une plus large proportion de saoudiens instruits, devraient pouvoir très aisément trouver du travail dans un pays en pleine transformation. Là aussi, le second plan quinquennal trahit de grandes ambitions, que les obstacles précités sont en train de corriger sévèrement. Ou prévoit à Riyāḍ une augmentation annuelle de 3,4% de la force de travail nationale, grâce à la combinaison de la progression de la population et d'une plus grande participation des groupes à présent sous-employés (bédouins, femmes, notamment). A cela, bien entendu, ajoutez la formation professionnelle d'un nombre de saoudiens. A côté de la scolarisation, le gouvernement prévoit en effet, une formation « sur le tas », combinée avec des stages de perfectionnement. Cette politique devrait amener une nette augmentation de travailleurs techniques (142%) et administratifs (124%). Ces derniers seront pris en charge par l'« Institut d'administration publique », dont le budget doublera en cinq ans (10 millions de dollars en 1980) et qui devrait former près de 780 futurs fonctionnaires chaque année. La formation continue est assurée par le ministère du Travail, dont le budget devrait presque décupler (13 millions en 1975, 112 millions en 1980), ce qui lui permettra d'installer ou d'élargir des centres de formation dans 14 villes du pays (dont un à Giubail prévu pour accueillir 1500 élèves). Cette politique intensive devrait, selon ses promoteurs, conduire à une baisse considérable du nombre des paysans et pêcheurs qui, en 1975, formaient 27% de la population mais ne produisaient que 4% du PNB. En 1980 ils ne seraient plus que 16%.

Personne ne doute, là non plus, du sérieux de l'effort gouvernemental. Mais le problème central demeure quasi-intact: comment attirer vers des professions manuelles des personnes qui y sont doublement hostiles: leur origine bédouine ne les encourageant ni à accomplir des travaux manuels ni à se plier à une discipline de travail, leur situation dans une société hypermonétaire les poussant à chercher une voie rapide vers la richesse, en dehors des voies étroites de l'emploi public ou privé. Il y a là une des contradictions d'un système capitaliste plaqué sur une société traditionaliste. Nombreux sont donc ceux qui doutent de la véracité des chiffres gouvernementaux tant présents que futurs. D'autres, moins sceptiques mais non moins sévères, font remarquer que, même si l'on prenait ces chiffres pour argent comptant, le recours à la main d'oeuvre étrangère, et de l'aveu même du gouvernement, devra non point baisser mais augmenter.

3. « Un mal nécessaire »: les travailleurs étrangers

Quelle est la part des non-saoudiens dans la force de travail? Essayons d'examiner d'abord les chiffres officiels. Ils indiquent la présence de 314 mille non-saoudiens travaillant dans le royaume. En cinq ans, le gouvernement prévoit une augmentation annuelle de 21% de ce chiffre; ce qui conduit, en 1980, à 813 mille personnes, une

augmentation cumulative de 158,9%, bien au delà de ce qui est prévu pour la force de travail nationale (augmentation cumulative sur cinq ans de 18%).

Il est difficile de croire à la véracité de ces chiffres. Celui que l'on propose pour 1975 est clairement sous-estimé. D. Wells estime qu'il faut le doubler (600.000 travailleurs étrangers contre 900.000 nationaux) et *Le Monde* avance le chiffre d'un million pour la même année⁵. On s'accorde aujourd'hui à dire que la force de travail étrangère est, au moins, équivalente à celle des saoudiens. On note à ce propos le grand nombre de manoeuvres yéménites qui, jusqu'en 1972, pouvaient entrer dans le royaume sans passeport. A eux seuls, ils compteraient près d'un million de travailleurs.

Ces estimations privées conduiraient à terme à conclure que les travailleurs étrangers, au rythme où ils arrivent, pourraient dépasser très bientôt les 2 millions et compter, à eux seuls, un peu moins que la moitié de la population. Notons que même le chiffre officiel de 813000 travailleurs en 1980 constitue près de 30% de la population autochtone, cela sans compter les familles des immigrants.

Une telle situation pose plus d'un problème. Le cas des Emirats voisins liés aux aspirations des travailleurs étrangers qui ont permis leur développement (Koweït, Bahreïn, EAU) est évoqué à Riyāḍ. L'impact est, en effet, immense. Sur l'économie d'abord: le retrait des travailleurs immigrés paralyserait l'ensemble de l'activité du pays. Cela vaut autant pour les pilotes européens de la *Saudi Airlines* que pour les manoeuvres yéménites dans les chantiers. C'est aussi une hypothèque sur l'avenir car «le sort de tout effort d'industrialisation dépendra de la volonté du gouvernement à absorber une main d'oeuvre étrangère»⁶.

Une distinction importante devrait toutefois être faite entre travailleurs qualifiés et non-qualifiés. Les premiers signent en réalité, et en dépit de leur nombre réduit, une dépendance bien plus profonde. D'abord parce que leur remplacement par des nationaux est plus difficile; il requiert l'existence de ces derniers mais surtout leur formation. Leur remplacement par les nationaux d'autres pays est difficile en raison de l'orientation rigoureuse de la diplomatie en direction des pays occidentaux. Le bon sens implique enfin que leur impact sur l'économie et les forces armées est proportionnel avec le degré de sophistication de celles-ci et que l'effort en matière d'industrie lourde ou d'acquisition d'armements modernes va de pair avec une plus forte dépendance à leur égard.

Giddah, le centre commercial du pays, ressemble à Koweït: 60% de ses 800000 habitants sont étrangers. Le gouvernement est ainsi devant un choix paradoxal, son développement nécessitant des entorses à sa sécurité et une dépendance à l'égard de l'étranger. Le gouvernement tente de concilier les deux termes. Il attire les étrangers pas ses salaires: un ouvrier non-spécialisé peut gagner 5.000 dollars par an au moins. La concurrence des pays voisins étant forte, le gouvernement a publié en mars 1976

⁵ *Le Monde*, 21-6-1975. Une autre estimation du même journal faite 18 mois plus tard avance le chiffre de 1,5 millions (24-1-1977). Dans cet article, E. Rouleau rapporte le cas d'un industriel employant 1040 personnes dans son entreprise dont quatre seulement sont saoudiennes. Il est établi que 80% au moins des employés dans les hôpitaux ne sont pas saoudiens. (*Alaman Naft*, 22-4-1978) Le sénateur Mansfield, en visite dans le royaume notera pour sa part, qu'y vivent autant de travailleurs yéménites que d'adultes saoudiens mâles, *Saudi Arabia*, p. 2. L'usine d'assemblage de la *Mercedes* près de Giddah n'a de saoudien qu'une partie du capital: elle est dirigée par quinze ouest-allemands et 250 turcs sont sur les chaînes.

⁶ Wells, *Saudi Arabian Development Plan*.

un décret obligeant les firmes étrangères ayant obtenu un contrat de quelque importance (plus de 28,5 millions de dollars, plus de 50 employés, et plus de trois ans d'exécution) non seulement d'importer la main-d'oeuvre nécessaire mais aussi de lui procurer un logement. Mais ces appâts sont doublés d'une réglementation sévère: près de 2000 indiens et pakistanais entrés illégalement dans le pays (à la faveur du Hağğ surtout) sont rapatriés chaque mois et des ouvriers sud-coréens qui avaient tenté une grève ont été immédiatement expulsés. La tendance est donc à ce que les firmes ayant des contrats, garantissent non seulement l'existence et le logement de la main d'oeuvre mais aussi le loyalisme des ouvriers. Cette politique favorise les firmes des pays asiatiques à main d'oeuvre peu chère. D'autant plus que certains gouvernements, comme celui de Séoul, assurent le succès de leurs firmes en envoyant des « contremaîtres-policiers » pour faire respecter l'ordre parmi leurs nationaux travaillant dans le royaume.

B - QUELQUES CONSÉQUENCES

La difficulté de la formation d'une main d'oeuvre qualifiée conduit donc le royaume à faire appel à un nombre grandissant d'étrangers. Il ya là un aspect essentiel de la dépendance que nous essayons d'analyser. Mais ce facteur, conjugué avec certains autres, produit à son tour des effets qui accentuent cette dépendance. Nous avons choisi trois domaines, pour illustrer cette donnée:

- La dépendance alimentaire.
- La dépendance sur le pétrole comme ressource unique.
- La dépendance sur les autres pays en matière de défense.

1. La dépendance alimentaire

Le flux de la population étrangère vers le royaume aggrave le besoin de ce dernier en produits alimentaires, un besoin qui, lui aussi, est dû d'abord à la nature désertique du territoire. En effet, la plus grande partie de celui-ci est fertile quand elle est irriguée mais l'eau fait si cruellement défaut. Les sols cultivés ne dépassent guère 5 ou 600 mille acres (moins de 1% de la superficie du pays) alors même que 24% de la population vivent en principe de l'agriculture et de l'élevage. La production est loin de suffire aux saoudiens ou aux 100 mille nouveaux travailleurs immigrés au moins qui s'installent tous les ans dans le royaume. Schématiquement, celui-ci importe 75 à 80% de ses besoins et l'autosuffisance alimentaire prévue pour l'an 2000 est une hypothèse peu crédible. Durant les années 1960, l'agriculture (en dépit de certaines innovations technologiques) a gardé un rythme de progression lent (2% par an) pour former près de 6% du PNB en 1970. Cette part a encore baissé par la suite du fait du développement d'autres secteurs (pétrole, industrie).

Le premier plan (1970-75) essaya sans succès de corriger cet état de choses en allouant 1,3% des revenus à l'agriculture. Cinq ans plus tard, tous les domaines non-pétroliers (y compris l'agriculture) voyaient leur part dans le PNB baisser dramatiquement (de 30% en 1971 à 11% en 1975). L'agriculture n'est pas au centre des préoccupations des planificateurs actuels puisque le second plan n'accorde à son développement que 1% des 142 milliards de dollars prévus. En dépit de ces efforts et à sup-

poser qu'ils réussissent entièrement, l'Arabie Saoudite importe à présent 80% du blé dont elle a besoin, 40% de la viande, 78% des volailles et 77% des oeufs. L'importation des produits alimentaires a longtemps constitué plus de 30% des échanges commerciaux avec l'étranger et si cette proportion a récemment baissé, le chiffre absolu progresse très rapidement (400 millions de riyals en 1963, 1222 millions en 1972, 2 milliards en 1976). Ce dernier chiffre devrait au moins doubler vers 1980 du fait de l'arrivée de nouveaux immigrants mais aussi de l'élévation générale du niveau de vie et de la sédentarisation des bédouins.

On saisit d'emblée le poids qu'une telle situation fait porter sur l'indépendance nationale. Les pays exportateurs sont allés dernièrement jusqu'à envisager de tirer profit de cette inégalité pour rétroquer à l'embargo pétrolier auquel le royaume a participé en 1973-74. Gerald Ford, alors vice-président des Etats-Unis et H. Kissinger ont publiquement brandi cette menace.

2 - *La dépendance sur une ressource unique*

La production de pétrole contraste particulièrement avec les retards dans tous les domaines. Mais ces retards augmentent la dépendance du pays sur une ressource unique et vulnérable.

Depuis de nombreuses années, les dirigeants du royaume annoncent la progression du secteur non-pétrolier dans leur économie. Ces prophéties ne se sont guère réalisées jusqu'ici mais elles annonçaient clairement l'embarras d'un pouvoir lié à une ressource unique et incapable d'en développer d'autres. En 1977, le pétrole est à l'origine de 95% des revenus budgétaires et de 87% du PNB. Si progression il y a eu, elle a donc été dans le sens inverse à celui souhaité par les autorités, vers une plus grande dépendance à l'égard du pétrole.

En cinq ans, durant lesquels le premier plan était en cours, la part du pétrole a augmenté de 24,3% au lieu de diminuer comme on le prévoyait. La hausse des prix du pétrole n'explique que partiellement ce résultat. Le II plan paraît réaliste lorsqu'il prévoit une légère altération de ces proportions, avec une baisse du secteur pétrolier de 4,5% pour constituer 82,1% du PIB. Les planificateurs saoudiens disent d'ailleurs clairement que leurs projections « n'indiquent aucun changement à court terme dans la structure de base de l'économie. L'importance du pétrole est éclatante et le restera dans un avenir prévisible. Qui plus est, les industries locales à base d'énergie augmenteront encore le rôle du pétrole. L'objectif à long terme qu'est la diversification des sources de revenu et une dépendance amoindrie sur le pétrole est, par conséquent, paradoxal puisque les revenus du pétrole constituent précisément les moyens dont dispose le gouvernement pour envisager cette diversification ». Et de conclure: « la vitesse à laquelle la diversification sera réalisée dépend d'abord de l'étendue et de la rapidité dans l'exploitation des ressources pétrolières »⁷.

Ce texte, qui contraste clairement avec l'optimisme de rigueur, conduit à affirmer que jusqu'en 1980, le maximum qui peut être fait est une mise en marche préliminaire du processus de diversification. Ce n'est donc pas la peine d'épiloguer sur des conclusions extrêmement réalistes, même si certains auteurs doutent de la possibilité de réaliser la baisse de 4,5 points prévue.

⁷ CPO, *Development Plan 1975-1980*, p. 79.

Les deux plans gouvernementaux traduisent cette dépendance. L'étude du II plan quinquennal conduit à une conclusion essentielle: la plus grande partie des sommes allouées va à des projets, certes essentiels, mais qui ne peuvent influencer sur la diversification des sources de revenu parce qu'il ne sont pas directement productifs.

Si on essaie d'étudier la catégorie dite « développement » on se rend compte que 21,4 milliards des 91,9 milliards prévus (23,3%) vont à l'éducation, la santé (5 milliards) et aux projets sociaux (4,2 milliards) constituant 10% de cette catégorie, à quoi il faut ajouter l'habitat (4,1 milliards) et des réalisations destinées aux pèlerins (1,4 milliards), ce qui porte la proportion à 16%. Ainsi près de 40% des projets de développement concernent la formation des saoudiens ou leur bien-être social.

Autre chapitre improductif (à court terme): l'infrastructure physique. Le royaume, vu l'immensité du territoire et les retards dans tous les domaines, doit faire face à des besoins énormes dont la réalisation est loin d'être productive en elle-même. Ces travaux comptent pour 32,5 milliards de dollars, soit 35,4% des sommes allouées au développement, et comportent des projets de désalinisation (9,8 milliards), d'électricité (1,8 milliards), de routes et ports (6,1 milliards), d'aviation civile (4,3 milliards), de communications (1,2 milliards), ... Les années à venir ne devraient pas abaisser la part de ces travaux de base, au vu de l'étendue du territoire, de l'immensité des besoins, et de la nécessité de s'adapter aux nouvelles technologies. Dans cette optique, il ne reste qu'une partie réduite pour l'agriculture (1,4 milliards), et une autre, plus importante, pour l'industrialisation proprement dite (13 milliards). Ces deux chapitres ne constituent pas plus que 15,6% des dépenses prévues pour le développement et *seulement 10% de l'ensemble du II plan quinquennal.*

Bref, 90% des sommes allouées dans ce plan vont à des besoins de base, à la population ou encore à l'administration et à l'armée. Une telle proportion trahit une volonté de répondre aux besoins immédiats, tels que le pouvoir les perçoit. Car il y va de la survie même de ce pouvoir de faire partager par le plus grand nombre et le plus rapidement possible les bienfaits du *statu quo* tant politique qu'économique. Une telle option, jointe au retard technologique et au manque aigu en personnel formé, expliquent pourquoi Riyāḍ avoue clairement que la diversification des sources de revenus n'est pas pour demain. Cela vaut pour l'agriculture où l'état actuel est difficilement transformable par des injections de pétrodollars. Mais cela vaut, aussi, pour l'industrie.

Le pétrole est donc une ressource presque unique et pour de longues années. Or c'est aussi une ressource très vulnérable. Comment ne le serait-elle pas lorsque l'on sait qu'elle ne pourrait guère fonctionner sans l'aide d'une dizaine de milliers d'américains qui y travaillent? Un autre aspect de la vulnérabilité vient de la localisation géographique des puits. Ceux-ci sont concentrés dans un rectangle du Nord-Est ne dépassant guère un dixième du territoire. Une occupation étrangère d'une partie infime du territoire suivant un axe allant de Ras Tannūrah à la ville de Ḥaraḍ ou encore une révolte interne limitée à cette région suffiraient pour étrangler économiquement le royaume; surtout si ses réserves n'étaient pas disponibles ou s'étaient, auparavant, évaporées. En réalité le pétrole est une donnée qui est devenue hautement politique et cet atout placé dans les mains des dirigeants saoudiens augmente en réalité les pressions contradictoires dont ils sont la cible, de la part de leurs partenaires de l'OPEP et des pays consommateurs.

3. L'effort militaire

La défense nationale illustre parfaitement les considérations développées jusqu'ici. Ce domaine a donc une valeur exemplaire mais aussi une importance intrinsèque en tant que corollaire essentiel de l'indépendance nationale dans le monde d'aujourd'hui. Il va de soi qu'un pays qui tend à accroître sa marge d'autonomie cherche à développer ses forces armées tant en nombre que par la qualité de la formation qui leur est proposée ou celle des armements qui leur sont confiées. Le royaume a donc envisagé des programmes ambitieux dans l'aviation, la marine, les forces terrestres mais aussi pour la garde nationale, une sorte « d'armée blanche » formée d'éléments bédouins.

a) Recrutement et formation

Or l'industrie militaire saoudienne est à peine embryonnaire. Certes des projets gigantesques sont envisagés, notamment pour l'oasis de Khanğ où quelques 10 milliards de dollars devraient être investis. Des programmes inter-arabes, avec la participation de l'Égypte, sont en gestation mais l'ensemble de l'équipement est, et devra être pour longtemps, importé.

La formation des soldats est encore plus problématique. Dans la meilleure des hypothèses, si le programme de recrutement et de formation en cours réussit pleinement, le royaume saoudien pourra être défendu par quelque 65000 hommes; toutes forces réunies (y compris la Garde Nationale et les forces de frontière). Ces hommes disposeront, bien entendu, d'une équipement sophistiqué et devront être entraînés aux armes qu'ils manient. Cette hypothèse optimale améliore grandement la situation actuelle, mais ne peut permettre au royaume de dépasser ses voisins immédiats ou ses rivaux. Sa réalisation n'est, par ailleurs, nullement garantie.

Du point de vue du nombre d'abord, le degré de saturation est vite atteint. Le royaume fait d'immenses efforts pour attirer ses nationaux vers la carrière militaire mais les résultats sont peu probants et les possibilités d'un service militaire obligatoire demeurent hypothétiques. Le handicap est dès lors double. La proportion armée/population demeure faible (2% dans la meilleure hypothèse). La proportion plus grave est toutefois celle armée/territoire où on retrouve un militaire saoudien par 16 Km²; cette équation affaiblit encore la densité de la population (trois habitants par km² dans la meilleure hypothèse). Côté nombre, tous les pays voisins, y compris la RAY, la Jordanie ou la Somalie, sont mieux défendus.

Les conséquences se font sentir dans tous les secteurs: 500 personnes ont été entraînés dans un programme pour l'aviation destiné à 1600. Les 900 tanks achetés à la France sont pour la plupart immobilisés faute d'équipages. La création d'une brigade aérienne mobile a été définitivement délaissée parce qu'elle exigeait 3000 personnes. Le projet de création d'une modeste marine de quelques 2000 éléments se heurte encore à la difficulté d'en réunir la moitié. Le royaume est confronté à un choix douloureux: ou bien réduire ses projets de manière dramatique, ou bien incorporer des étrangers travaillant en vertu de contrats individuels, des « mercenaires » diront les opposants du régime. Dans la première hypothèse, les capacités de défense seront réduites, dans la seconde, elles pourraient être moyennes mais au prix d'une dépendance accrue envers la main-d'oeuvre non-saoudienne. Riyadh semble encline à opter pour la deuxième formule mais elle pourrait rencontrer, de ce fait, des difficultés énormes dans ses achats;

car, comme le disait un congressman américain « s'il y a tant d'étrangers dans les forces armées saoudiennes, comment pouvons-nous garantir que nos armes sophistiquées, construites sur une technologie 'highly classified' ne tombent pas dans de mauvaises mains? ».

La qualité de la formation et de l'équipement devrait, dans cette optique, compenser les déficiences du mocre. Mais les pétrodollars ne suffisent pas en eux-mêmes à produire cet effet. Un rapport du Congrès examine toutes les difficultés rencontrées à commencer par la nécessité d'apprendre aux militaires non seulement la langue anglaise mais aussi à lire et à écrire dans leur propre langue⁸. Certes, avec les revenus pétroliers, le royaume a les moyens d'un développement qui manquent par exemple au Yémen, parti du même point. Mais tel n'est pas le cas des armées de la plupart des pays avoisinants où la tradition militaire est plus vieille, le maniement des armes modernes moins problématique et où les troupes ont déjà eu l'occasion de prouver leurs capacités « sur le tas ».

La formation dépend de l'étranger, du fournisseur en armes d'abord. L'Arabie Saoudite doit importer des instructeurs militaires dans tous les domaines. Elle doit surtout envoyer auprès du pays fournisseur les recrues. Le nombre de ces dernières s'accroît d'année en année. Pour l'armée de terre, 42 en 1973 et 242 en 77, pour les forces aériennes 75 en 1973 mais 724 en 1977; pour les forces navales 31 en 1973 et 512 en 1977. En cinq ans, le nombre de recrues envoyées aux Etats-Unis a donc décuplé (de 148 à 1478). En fait 28% des huit milliards payés par le royaume en contrats militaires avec les Etats-Unis durant cette période, sont allés à la formation contre seulement 22% à l'achat de matériel (alors que 50% allaient à des travaux d'infrastructure).

b) *Une mercenarisation voilée?*

Ces problèmes expliquent pourquoi le secteur de la Défense Nationale n'est guère réservé aux seuls saoudiens, en dépit de la règle classique en la matière. Qui sont ces étrangers, quel est leur rôle exact? On comprend que le pouvoir est très avare en informations sur la question. Les informations disponibles indiquent l'existence de trois catégories de personnes:

1) des officiers étrangers recrutés par contrat et servant, à titre individuel, dans les forces armées du royaume. C'est là une tradition ancienne dans le royaume. Le groupe le plus important (un millier peut-être) est d'origine pakistanaise; les officiers d'origine jordanienne se comptent par dizaines. On trouve aussi des syriens, des irakiens, des palestiniens, des bengalis, et des égyptiens. Ces officiers sont traités comme des nationaux et leur rôle semble essentiel dans le domaine de la formation et de la logistique;

2) des officiels en mission dans le royaume en vertu d'accords bilatéraux entre le royaume et leur pays d'origine. Les gouvernements américain, français, britannique, pakistanais (et d'autres encore) sont représentés par des missions d'assistance, d'étude, de formation;

3) des employés de sociétés étrangères impliqués dans des projets militaires saoudiens. A cette catégorie appartient le plus grand nombre d'étrangers travaillant

⁸ *US Arms Policies in the Persian Gulf and Red Sea Area*, USGPO, 78.

dans les programmes militaires du royaume. Les firmes américaines sont, bien entendu, prédominantes dans ce secteur (4000 au moins).

L'existence de ce personnel pose un problème central: dans quelle mesure le pouvoir saoudite dispose-t-il *vraiment* de ses forces armées? A quels ordres obéissent ces personnes non-saoudiennes (14000 au moins) et qu'advierait-il si, pour une raison ou pour une autre, leurs gouvernements leur demandaient de quitter le royaume? La défense de celui-ci en serait-elle affectée? Dans quelle mesure? Le rôle des représentants de la première catégorie précitée pourrait, semble-t-il, être progressivement rempli par les saoudiens eux-mêmes, mais un départ subit de ce personnel pourrait ouvrir des brèches sérieuses dans le commandement, la formation et la médecine militaire.

Les deux autres catégories jouent un rôle plus vital encore. Concernant l'aviation, un observateur jugeait, en 1974, que même si « les saoudiens en ont le commandement, ils ont fait venir de l'étranger un si grand nombre de spécialistes pour leur entretien que ces forces aériennes ne vaudraient plus grand-chose si tous les experts repartaient soudain chez eux »⁹. Dans de nombreux cas, la distinction entre les sociétés privées et les gouvernements n'est pas très évidente. C'est le cas de la Grande-Bretagne: La BAC, signataire des contrats avec l'aviation militaire saoudienne, laisse la place de commandement à un groupe permanent de hauts fonctionnaires du ministère britannique de la Défense. Le personnel de la BAC, renforcé par des pilotes détachés de la RAF, joue le rôle de conseillers techniques à tous les échelons de la hiérarchie, « leur présence est indispensable » car « tout le personnel de l'armée de l'air saoudienne passe entre les mains britanniques ». Rappelons que le gouvernement de Londres s'est engagé directement dans les programmes, non par un choix prémédité, mais pour appuyer les firmes industrielles britanniques menacées par leurs concurrents américains. Plus particulièrement Londres est responsable de l'Académie de l'Air de Riyadh, de l'Institut de formation technique de Dhahran, et a détaché de nombreux officiers auprès de la Garde Nationale (une trentaine dont un général et six colonels en service actif). La mission militaire officielle (des militaires d'active) compte plus de deux cents membres.

D'autres pays ont recouru au même amalgame (public/privé) en vue de soutenir des firmes nationales. Tel est le cas de la France qui devrait remplacer la Grande Bretagne comme deuxième fournisseur d'armement et de services militaires au royaume. Le gouvernement français est représenté par quelques 250 militaires engagés dans la formation des saoudiens au maniement des armes d'origine française: des véhicules blindés (400), des tanks AMX-30 (150), des missiles sol-air *Crotale* et enfin des avions *Mirage*. En France, comme dans le royaume, on s'accorde à prévoir une implication accrue de la France dans les projets militaires saoudiens. Au moment de la livraison de l'équipement, la présence des experts paraît indispensable. Normalement elle est moins importante par la suite quand un nombre de saoudiens ont été formés. Ce constat est toutefois limité par trois facteurs contraires: 1) les programmes de formation durent toujours plus longtemps que prévu; 2) de nouveaux achats conduisent à l'envoi de nouveaux groupes d'experts; 3) le gouvernement saoudien ne cache pas son désir

⁹ D. Hirst, « What's at Stake in Arabia », in *The Guardian* du 15-3-1974. En septembre 1977, le contrat avec la BAC a été renouvelé pour une période de cinq ans. Le 2000 britanniques déjà dans le royaume y resteraient pour poursuivre leur mission. Valeur du contrat: 850 millions de dollars.

de voir les gouvernements occidentaux directement impliqués dans ses programmes.

Cela est surtout vrai en ce qui concerne les Etats-Unis. Ici, la différenciation entre la deuxième et la troisième catégorie précitées semble plus respectée. C'est que, contrairement aux gouvernements de Londres et de Paris, Washington ne peut représenter et soutenir à la fois plusieurs firmes industrielles géantes en compétition, toutes américaines. C'est pourquoi une structure militaire américaine existe dans le royaume d'une manière indépendante des accords avec les firmes privées. Cette structure, à présent placée sous le contrôle de la commission mixte prévue par les accords de 1974, a un rôle essentiel dans la défense du royaume. Plus particulièrement, elle est chargée d'étudier la stratégie de défense dans son ensemble et de suggérer (au moins) les moyens de la mettre sur pied. Les programmes actuellement en cours sont, à 90% environ, la réalisation de *surveys* préparés par le Pentagone.

800 personnes employées par le Pentagone formaient en octobre 1976, la mission officielle. Celle-ci est constituée de: 1) *The US Military Training Mission*, présente depuis 1951 à Zahrân, qui emploie près de 180 personnes; 2) *The Detachment 22*, dont les Q.G. sont à Zahrân aussi. Il emploie près de 50 officiels et est chargé de la formation des pilotes saoudiens; 3) un groupe de 66 personnes détachées auprès de la Garde Nationale; 4) plus de 400 officiels du *Corps of Engineers*, dont la moitié des effectifs à l'étranger sont dans le royaume et qui, depuis 1951, a un rôle déterminant dans l'exécution des projets d'infrastructure militaire (50% des dépenses militaires). Son activité, rien qu'à travers les programmes en cours, ne devrait pas cesser avant 1986.

A côté de cette mission officielle, 4000 citoyens américains au moins sont engagés dans des projets militaires saoudiens par des firmes privées. Officiellement, aucun n'est engagé dans une activité opérationnelle. Si cela est vrai, les saoudiens ont de sérieux problèmes pour manier les armes entre leurs mains. Un rapport officiel américain conclut à leur incapacité à manier les batteries anti-aériennes *Hawk* (trois sites seulement seraient opérationnels si les experts américains parlaient). La même chose est vraie pour les avions: « il y a de nombreux pilotes qualifiés mais leur talent à la navigation aérienne est meilleur que leurs capacités de manoeuvre tactique », formule polie. Les non-saoudiens ne devraient pas piloter ces avions mais un cincident survenu en 1976 a prouvé que cette règle était transgressée dans la pratique. Sans les experts de *Lockheed*, les radars d'alerte rapide ne seraient guère opérationnels. Et, dans l'attente d'un effort réussi en la matière, les services de *Wittaker Corp.* dans l'entretien des hôpitaux militaires, demeurent indispensables.

Le rôle des étrangers dans la défense du royaume est mal défini et il est entouré de secret, et cela se comprend. Il est, de l'avis de tous, très grand et on peut croire que l'avenir aura tendance à l'accroître. C'est que la dépendance des pays acheteurs à l'égard du fournisseur semble augmenter avec le volume de leurs achats, le fossé technologique ne pouvant guère être dépassé par un pays qui en est encore à l'alphabétisation de ses milliers et à l'installation de son infrastructure de base. C'est pourquoi les nouveaux contrats signés (et la presse y fait presque tous les jours allusion) devraient conduire à un plus grand nombre d'étrangers dans le royaume.

De ceux-ci, le dernier en date est celui des fameux avions F-15 dont la livraison au royaume a suscité un grand débat aux Etats-Unis. La CIA publiait à cette occasion un rapport où il était clairement affirmé que le programme bien moins sophistiqué des F-5 commencé il y a quelques années n'a guère conduit à la formation d'une

expertise saoudienne en matière d'entretien¹⁰. Le rapport affirmait que les nouveaux achats allaient intensifier ce manque et multiplier par conséquent le nombre d'américains dans les bases aériennes du pays. Le compagnie Northrop a dû envoyer 2000 techniciens pour les F-5, et leur mission n'est guère finie. Le nouveau programme devrait exiger un chiffre comparable. Si les sommes payées ont quelque signification dans ce domaine, rappelons que le royaume a signé pour cette année des contrats militaires de 5 milliards de dollars aux seuls Etats-Unis, comparés aux 8 milliards payés au cours des cinq années précédentes.

En d'autres termes, dans le domaine si névralgique de la défense nationale, l'effort fait paraît souvent contreproductif. On ironisait en 1975 sur l'appel fait par le royaume à des anciens Marines américains pour défendre les puits alors que seuls les Etats-Unis avaient alors publiquement menacé d'occuper ceux-ci. Cet exemple quelque peu caricaturel pourrait être généralisé: pour défendre militairement l'indépendance nationale, le pays (et en fait l'ensemble des Etats de la région) se voit impliqué dans une dépendance plus grande.

Nous vivons, certes, dans un monde d'interdépendance et les pays envers lesquels le royaume saoudite accuse une dépendance vitale pour son bien-être sont à leur tour, liés à lui, à sa stabilité et à sa survie pour leurs approvisionnements pétroliers. Mais l'échange est inégal et le déséquilibre dans la relation semble s'aggraver avec les options actuelles du pouvoir, plutôt que d'être corrigé.

Ni la coopération régionale ni l'unité arabe ne sont des panacées qui guérissent de tous les maux. Elles peuvent toutefois infléchir une orientation qui contribue à miner davantage l'indépendance nationale en prétendant la renforcer. La formation de la main d'oeuvre qualifiée, le développement des ressources agricoles, les options industrielles et la politique d'armement pourraient être partiellement envisagés dans un cadre régional, ce qui pourrait conduire, au moins, et dans la logique actuelle du pouvoir, à une diversification de la dépendance, sinon à son affaiblissement. Ce qui a été fait dans ce domaine reste très insuffisant et l'on ne connaît que trop les déboires agricoles soudanais ou les obstacles s'élevant devant le création d'une industrie militaire arabe. En réalité, le flux monétaire saoudien reprend systématiquement le chemin d'où il est venu. Car aider l'environnement régional immédiat ne veut pas dire investir. Ce verbe doit être entendu non seulement financièrement mais aussi politiquement. Mais pour en arriver là il faut cesser d'être résigné à la dépendance, il faut pourrais - je dire, cesser de la rechercher.

Ghassane SALAMÉ

¹⁰ *Proposed Aircraft Sales to Israel, Egypt and Saudi Arabia*, Washington, USGPO, 78.